

montrer désormais la voie à suivre et de mettre en œuvre des programmes permettant à nos régions rurales de participer à la société dite juste.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur le président, permettez-moi d'exprimer d'abord ma profonde appréciation à l'honorable député de Battleford-Kindersley qui m'a permis de prendre la parole à sa place. Il devait parler à ce moment-ci mais parce que je dois assister aux funérailles de M. Andy Fairnie qui a si bien servi la Couronne et la Chambre pendant plus de 50 ans, l'honorable député a très aimablement accepté de me céder sa place pour que je puisse assister à ces funérailles, et j'apprécie beaucoup sa courtoisie.

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Diefenbaker: Le projet de loi en cause rallie naturellement notre appui. Je pense que le député de Lisgar a exposé la situation de façon exceptionnelle. Possédant une connaissance étendue de l'agriculture et ayant occupé, dans sa province, un poste élevé dans ce domaine, il a parlé avec l'habileté que l'expérience lui confère.

Nous sommes en faveur de cette mesure législative. Le gouvernement dont j'ai eu l'honneur d'être premier ministre appuyait le principe d'une loi qui autorise des avances de fonds. Pendant bien des années, comme parti de l'opposition, nous nous sommes efforcés de la présenter, mais le gouvernement prétendait que c'était impossible. Ce qui, présenté sur l'initiative du gouvernement en 1957, passait pour une hérésie est devenu maintenant orthodoxe, comme moyen d'apporter une aide aux cultivateurs de l'Ouest. Les repentirs, si tardifs soient-ils, ont toujours leur valeur. La situation des Prairies est des plus graves. Dans la Saskatchewan, le grain d'une récolte de près de un million d'acres n'est pas encore battu. Les cultivateurs se trouvent dans une situation désastreuse.

Le 2 décembre, comme en fait foi le hansard à la page 1479, j'ai posé la question que voici:

Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au ministre d'État, le représentant de Saskatoon-Humboldt. A la suite des critiques généralisées lors du congrès libéral auquel assistait le député en Saskatchewan, au sujet des ventes de blé et aussi de la manipulation des wagons couverts, terme que l'on a préféré à répartition, le ministre qui a ainsi profité de l'opinion générale du parti libéral en Saskatchewan lors du congrès, reconnaît-il...

M. l'Orateur a dit «A l'ordre», puis j'ai ajouté qu'il faudrait faire une enquête. L'Orateur a dit qu'il devait s'opposer à la forme de

la question, et j'ai rétorqué ne pas savoir comment le signaler au ministre sinon en lui relatant l'incident. Voici un extrait de la réponse du ministre:

... Je suis content que le très honorable représentant ait décrit en détail le congrès car je ne l'aurais certes pas reconnu d'après le début de sa question.

Le ministre ne semble pas lire le *Star Phoenix* de Saskatoon, car voici ce que ce journal avait à dire le 29 novembre au sujet du congrès, sous la manchette: «*Wheat board under fire*»:

La Commission canadienne du blé—et indirectement le député de Saskatoon-Humboldt, l'honorable Otto Lang de qui elle relève—ont été vendredi la cible des agriculteurs de la Saskatchewan.

Cette fois, les flèches ont été décochées par les délégués de l'Association libérale de la Saskatchewan au colloque sur le blé. Ils ont étudié toute la question à partir de la Commission du blé jusqu'au fléchissement des ventes internationales, en passant par la pénurie de wagons couverts, essayant ainsi de cerner les causes de la crise actuelle de commercialisation du blé de la Saskatchewan.

Les délégués ont condamné la Commission du blé sur toute la ligne: campagnes d'exportation trop molles, structures défectueuses, et ainsi de suite. C'est tout juste s'ils n'ont pas préconisé sa suppression.

Apparemment, les députés présents ont dit au ministre et au ministère de l'Agriculture exactement ce que nous nous efforçons de dire depuis quelque temps. Je sais que le ministre fait de son mieux, ayant toujours été d'avis que l'Est du Canada ne comprend pas les problèmes agricoles de l'Ouest. Il fallait, selon lui, éduquer l'Est. Personnellement, je n'ai jamais pensé cela, mais c'était son opinion. Il a dit que l'Est ne comprenait pas ou ne concevait pas bien la situation de l'agriculteur de l'Ouest. C'était son opinion en 1968. Maintenant qu'il siège depuis quelque temps sur les banquettes ministérielles, je suis sûr qu'aucun événement n'est venu modifier son opinion. Le gouvernement actuel a simplement oublié le cultivateur de l'Ouest.

• (12.40 p.m.)

Je tiens à être juste envers le ministre. J'ai sous les yeux une lettre qu'il a écrite à ses mandants au cours de la campagne électorale. Je ne veux pas la lire intégralement, mais le ministre aimera sans doute qu'on lui rappelle quelles étaient ses opinions à ce moment-là.

L'hon. M. Lang: Lisez-la en entier.

Le très hon. M. Diefenbaker: Voici:

D'abord, permettez-moi de signaler que je suis par-dessus tout indépendant.

Je commence à penser qu'il est le seul au sein du gouvernement à avoir des opinions